

Évolution du mix électrique

Vers un retour à la raison ?

RTE a publié hier l'édition 2017 de son bilan prévisionnel avec plusieurs éléments très forts.

Il pointe d'abord **des risques sur l'équilibre du réseau pour le prochain hiver** soulignant que des mesures exceptionnelles allant jusqu'aux délestages pourraient être prises. La fermeture des centrales électriques au fioul, que FO avait dénoncé, laisse en effet peu de marges au système électrique en cas d'arrêt non prévu.

Il souligne ensuite que **l'application de la loi de transition énergétique avec 50 % de nucléaire en 2025 entraînerait une augmentation importante des émissions de CO₂ du système électrique**. C'est là encore un élément que FO avait mis en avant et que chacun peut constater au vu des résultats de la politique énergétique menée en Allemagne.

Hier également, le Conseil des ministres a précisé les nouvelles orientations du Gouvernement au travers d'une communication présentée par le ministre HULOT.

Le Gouvernement affirme désormais vouloir faire de l'enjeu climatique une priorité de son action et viser la neutralité carbone de la production d'électricité.

Dans ce contexte, le Gouvernement maintient son objectif de baisser la part du nucléaire à 50 % de la production d'électricité, mais il ne fixe plus de date pour atteindre cet objectif.

Le communiqué du Gouvernement souligne, en effet, que pour respecter la loi, « **la France serait contrainte de construire une vingtaine de centrales nouvelles au gaz dans les sept prochaines années pour assurer la sécurité d'approvisionnement lors des pointes de consommation conduisant à une augmentation forte et durable de nos émissions de gaz à effet de serre** ».

C'est d'ailleurs pourquoi on ne comprend pas pourquoi le Gouvernement n'applique pas ces mêmes principes pour Fessenheim qu'il veut continuer à fermer au moment de la mise en service de Flamanville 3.

Quant aux centrales thermiques à combustibles fossiles, le Gouvernement maintient sa volonté de fermer les centrales au charbon en 2022, sauf si elles « **sont reconverties vers des solutions moins carbonées** » d'ici là.

Évolution du mix électrique

Vers un retour à la raison ?

RÉACTIONS DE FO

FO se félicite que le Gouvernement reconnaisse **cette évidence que nous n'avons cessé de rappeler** lors des débats sur la transition énergétique : oui, la baisse du nucléaire, qui plus est en 2025, est incompatible avec le respect des engagements de la France sur le climat.

C'est pourquoi, FO continuera à défendre qu'**il n'y a aucune raison de fermer une centrale nucléaire pour des raisons politiques**, que ce soit à Fessenheim ou ailleurs, que ce soit avant 2025 ou après. De même, nous considérons que le nucléaire reste une énergie d'avenir, ce qui passe donc par la construction en France de nouvelles centrales nucléaires à côté de la prolongation de la durée de vie des centrales existantes.

Par ailleurs, même si FO s'est toujours refusé à opposer les énergies renouvelables intermittentes aux autres énergies, force est de constater qu'en l'absence de percée sur la question du stockage, le développement massif de ces énergies n'assure pas la sécurité d'approvisionnement de la France. **C'est là une réalité objective qu'il faudra bien aussi prendre en compte.**

Là encore, il faudra faire preuve de pragmatisme et arrêter de se fixer des objectifs sans cesse plus grands en matière d'énergies intermittentes, sans considération de coût pour la collectivité, de retombée d'emploi en France, et de sécurisation de notre approvisionnement électrique.

FO Énergie et Mines a toujours considéré que **les centrales thermiques à charbon jouent, à côté de l'hydraulique, un rôle essentiel dans la sécurité d'approvisionnement de la France**, et que rien ne justifie qu'elles ne fonctionnent pas jusqu'aux échéances initialement prévues (2035 pour les centrales EDF). FO prend cependant acte de la possibilité de les reconverter vers des solutions moins carbonées, mais revendique en tout état de cause le maintien des sites existants et des emplois.

S'agissant de l'hydraulique enfin, FO Énergie et Mines rappelle son opposition à toute **ouverture des concessions à la concurrence voulue par Bruxelles** et demande au Gouvernement de résister.

La programmation pluriannuelle des énergies, qui est en cours d'élaboration et qui doit être publiée en 2018, va devoir intégrer ces nouvelles orientations.

Nul doute que **les idéologues de tous poils vont repartir à l'offensive.**

Pour sa part, FO Énergie et Mines continuera à participer à ces travaux avec vigilance et détermination pour **faire valoir un mix énergétique et électrique qui assure la sécurité d'approvisionnement de la France, respecte la priorité climat et prenne en considération la situation des salariés du secteur.**